



**RENCONTRE
AVEC LE PR
ELISABETH
BOUVET**

**LE TEST-FLASH
NOUS A SORTIS
DE NOTRE
"TRAIN-TRAIN"**

**COLLOQUE
LES ANGLES
MORTS
DE LA
SOLIDARITÉ**

**SALLE DE
CONSOMMATION
COUP DE FREIN
OU COUP D'ARRÊT ?**

**LES MALADES
DU SIDA DANS
UNE EUROPE
EN CRISE**

**LES NOUVEAUX
PÉNITENTS ?**

Page.3

édito

Le Sida reste une maladie qui tue. Ne l'oublions pas. La prévention, plus que jamais, passe par le dépistage et l'accès aux soins précoces. Les tests rapides sont désormais d'un inestimable secours.

Pages.4-5

échos d'EGO

Cet été les usagers étaient de sortie. Avec Ego, ils ont mis les pieds dans l'eau tantôt sur la plage du Tréport tantôt à Jabelines sur les berges du canal de l'Ourq. Ils ont peut-être écouté la musique des Bolcheviks Anonymes, maintenant disponible en CD.

Pages.6-7

échos d'EGO

René Favre, figure tutélaire d'EGO et du quartier de la Goutte d'Or, nous a quittés. Un dernier hommage lui a été rendu, lors de ses funérailles, par Bernard Massera et Lia Cavalcanti.

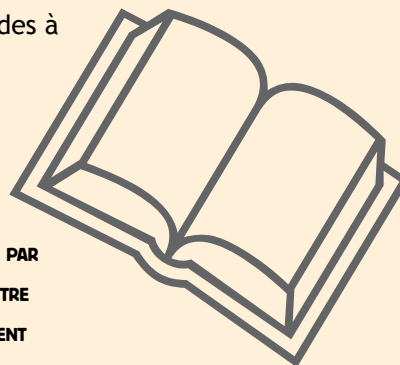
Pages.10-13

DOSSIER

La prise en charge du sida fait d'incontestables progrès avec notamment la diffusion des tests rapides. Mais dans le même temps les coupes claires dans les budgets sanitaires d'une Europe en crise condamnent de nombreux malades à être des nouveaux pénitents.

Pages.14-15

"LES ANGLES MORTS DE LA SOLIDARITÉ". LE THÈME DU COLLOQUE ORGANISÉ PAR AUREORE A FAIT MOUCHE AVEC UNE SALLE COMBLE ET UN PUBLIC VENU DÉBATTRE ET PROPOSER DES SOLUTIONS POUR QUE LES DISPOSITIFS SOLIDAIRES TOUCHENT RÉELLEMENT LES PERSONNES AUXQUELLES ILS SONT DESTINÉS.



Alter-Ego Le Journal

**Directrice
de la publication**

Lia Cavalcanti

**Coordination
de la rédaction**

Mireille Riou

Comité de rédaction

Mustapha Belhocine,
Abdellah Berghachi,
Lia Cavalcanti, José Dicanot,
Philippe Férin,
Léon Gombéroff, Aude Lalande,
Claude Moynot, Mireille Riou

**Conception
et réalisation**

Riou Communication
riou-ortiz.mireille@orange.fr

Iconographie

Mireille Riou

Imprimerie

DEJAGLMC
Garges-les-Gonesse
95146

Parution

Trimestrielle - 2000 ex.
ISSN 1770-4715

Contact

EGO
Association AUREORE
6 rue de Clignancourt
75018
Tel 01 53 09 99 49
Fax 01 53 09 99 43
ego@aurora.asso.fr

sommaire

Le Trod est un fantastique levier pour un accès précoce aux soins

par Lia CAVALCANTI



Faut-il le rappeler ? On meurt encore du SIDA en France. Sur un nombre d'environ 150 000 personnes infectées, il en existe encore 30 000 qui ignorent leur statut sérologique. Les nouvelles contaminations atteignent, par an, un chiffre alarmant compris entre 7000 et 8000.

Généraliser le dépistage pour atteindre directement les populations à risques ayant un accès restreint au dépistage est un impératif de santé publique. En engageant un traitement précoce des personnes atteintes, nous réduisons les risques de transmission assurant ainsi un meilleur contrôle de l'épidémie.

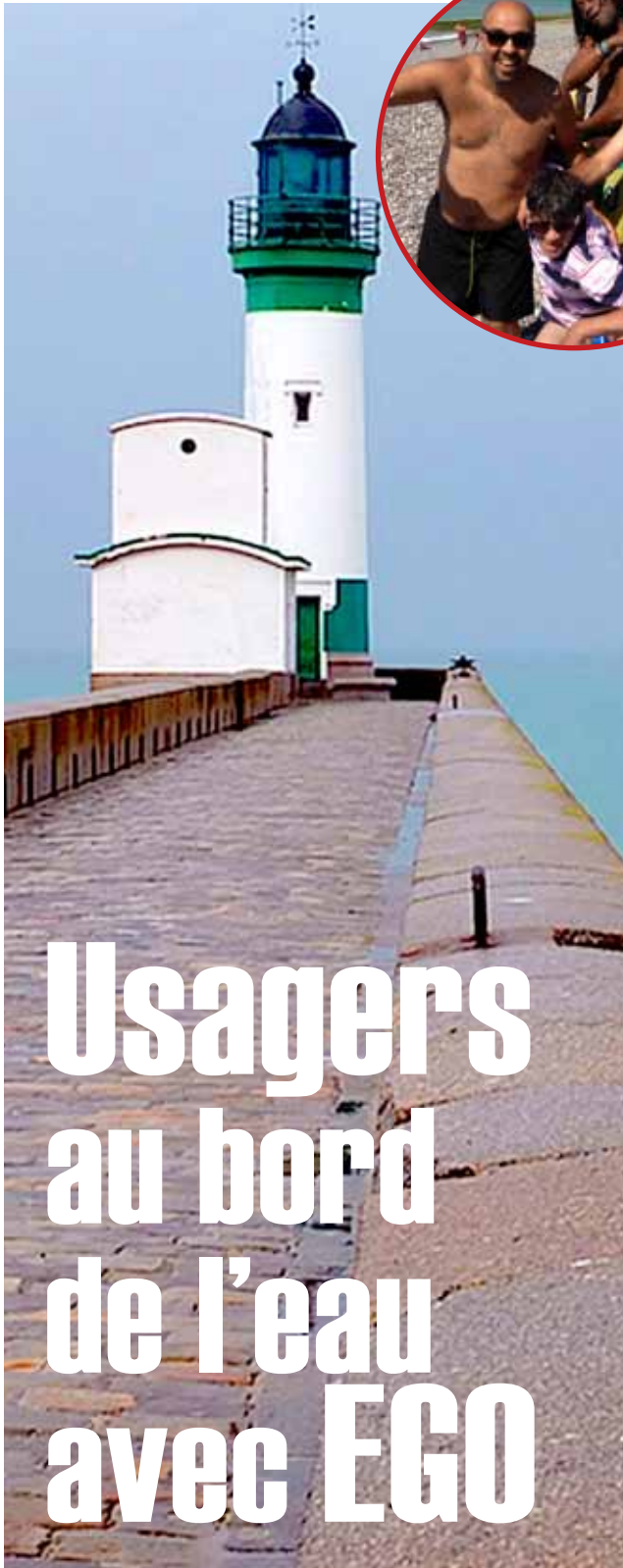
Nous, intervenants de la réduction de risques auprès des usagers de drogues, avons essayé pendant de longues années, de diversifier nos actions pour cibler un public fragile et donc plus vulnérable aux maladies infectieuses, mais sans toujours réussir. Il fallait expliquer, négocier, convaincre

et accompagner. Tout d'abord, vers un centre de dépistage. Les relatifs échecs de ces démarches, proposées à beaucoup et acceptées par très peu, nous ont amenés à revoir nos méthodes de travail. Nous nous sommes alors investis dans l'organisation de dépistages dans nos locaux, en partenariat avec des équipes volontaires et compétentes comme AREMEDIA.

Et quelle frustration quand on découvrait qu'un nombre certain ne se présentait pas pour chercher le résultat ! Combien de tests positifs n'ont pas trouvé leur principal intéressé ? Happés par les innombrables aléas de la vie dans la rue, beaucoup d'entre eux « disparaissent », pour réapparaître des jours, voire des mois après. Parfois jamais. Rappelons-nous, le but du dépistage c'est de permettre l'accès aux soins le plus précoce possible. Voici notre grande ambition : engager le plus grand nombre dans une démarche qui permet de prolonger leur vie. C'est pourquoi nous saluons l'émergence de ce nouvel outil de dépistage qu'est le TROD (test rapide d'orientation et diagnostique). Il s'agit de tests unitaires, de réalisation simple (une goutte de sang suffit) et conçus pour donner un résultat dans un délai court (moins de 30 minutes

après son application). Réalisables dans des conditions diverses et pour des publics différents, ils sont adaptés et adaptables. Dans les lieux fixes comme dans les unités mobiles. Ils ont un grand avantage : celui d'être, en général, bien acceptés par les personnes auxquelles ils sont proposés. Jamais imposés. Et le consentement libre et éclairé de la personne est relativement facile à obtenir.

Nous, travailleurs sociaux, avons enfin un outil qui nous permet d'être en première ligne et pour cela il suffit d'un agrément (de l'ARS) et d'une formation de quelques jours. Le TROD est, sans l'ombre d'un doute, un fantastique levier pour l'accès aux soins. Avec, jusqu'à présent, le soutien des pouvoirs publics. Il reste à espérer qu'en cette période de crise, ils ne décident pas de suivre l'exemple de la Grèce, de l'Espagne, du Portugal et de rogner sur les dépenses de santé. Il s'agit là d'un bien mauvais calcul. Les conséquences humaines, sociales et économiques se paieraient alors au prix fort.



Usagers au bord de l'eau avec EGO

POUR LA PÉRIODE ESTIVALE, DEUX SORTIES « BAINADE » ONT ÉTÉ PROPOSÉES PAR EGO. ELLES ONT ÉTÉ ORGANISÉES CONJOINTEMENT PAR L'ACCUEIL DE LA RUE SAINT-LUC ET PAR CELUI DE STEP.

Le choix de la première sortie a été le fruit d'une réflexion collective initiée par le Conseil de la vie sociale. En effet, à l'approche de l'été, de nombreux usagers avaient émis le souhait de changer d'air, de partir avec une folle envie de baignade. Rendez-vous fut pris et de nombreux usagers se sont mobilisés pour cette sortie au Tréport malgré les nuages qui annonçaient un temps maussade. Mais, surprise ! Au bord de la mer le temps était magnifique.

Le Tréport

Le Tréport était un choix judicieux : la ville concentre, en un espace réduit, un certain nombre d'attractions pittoresques que l'on peut visiter en une journée. C'est ainsi qu'une partie du groupe effectuait la visite du phare, tandis que l'autre déambulait autour du vieux port. La journée a débuté avec un copieux pique-nique grâce, il faut le souligner, à la grande solidarité entre les usagers, ainsi qu'une participation active à l'organisation du repas.

La journée s'est achevée en apothéose par une belle promenade sur les falaises, en empruntant, à la grande joie de tous, le téléphérique qui représente une attraction à lui tout seul. « Crevant » la falaise de part en part il permet, dès qu'on le quitte, une belle promenade au long des falaises qui plongent sur la Baie de Somme, tout en dégustant une bonne glace.

Ravis de cette journée découverte, un certain nombre d'usagers prirent l'initiative d'envoyer de jolies cartes à leurs familles pour partager avec elles ce moment de grande satisfaction.

Jabelines

La deuxième sortie s'est effectuée cette fois bien plus près : à Jabelines dans l'est parisien, tout près des rives du canal de l'Ourcq. Le choix du lieu n'était pas dû au hasard : les usagers connaissent cette base de loisirs et en gardent un excellent souvenir. Ils souhaitaient donc y retourner. Et ils furent nombreux à participer à cette sortie et à venir apprécier l'aire de pique-nique, la plage artificielle et l'eau cristalline du lac... Ainsi, durant l'été, les usagers d'Ego ont pu, eux aussi, pendre un petit bol d'air et quitter, l'espace de quelques instants, la vie parisienne.

Belhocine MUSTAPHA

échos.d'ego

SALLE DE PRODUCTION MUSICALE

DES BOLCHOS PLUS SI ANONYMES

QUAND VOUS TIENDREZ CE NUMÉRO D'ALTER-EGO ENTRE VOS MAINS, LE PREMIER DISQUE DES BOLCHEVIKS ANONYMES, L'ATELIER MUSICAL D'ESPOIR GOUTTE D'OR, SERA SORTI ET BIEN ÉVIDEMMENT DISPONIBLE.



Ce disque sera un témoignage de nos activités depuis les débuts de l'atelier en novembre 2005. Nous espérons qu'il reflète bien sa diversité et j'en profite pour rappeler les principes sur lesquels se fonde notre atelier musique : l'accueil inconditionnel, la non exclusion (principes mêmes de notre association) et la possibilité pour chaque participant de proposer deux morceaux ou chansons de son choix.

Ce CD est un disque de pionniers. Nous sommes partis de rien, ou presque. Une guitare, un djimbé et ... beaucoup de volontés. Le chemin a été long jusqu'à aujourd'hui. Cet enregistrement a été réalisé de bric et de broc au fur et à mesure des rencontres et d'occasions de jouer ensemble. C'est un disque d'apprentissage et de discipline où chacun a donné le meilleur et le plus sincère de lui-même. Ce disque est un prélude et nous sommes actuellement en train d'enregistrer les bases de ce qui sera, nous l'espérons, le deuxième disque que nous

**LES
BOLCHEVIKS
ANONYMES**

LES DÉBUTS 2006-2012

présenterons en 2014.

Par ailleurs, pendant toutes ces années nous avons recueilli un tas d'archives filmées et nous avons l'espoir qu'un jour elles puissent être rassemblées et éditées pour faire découvrir cette expérience musicale originale et... éducative.

Pour l'heure, des concerts et des rencontres sont prévus pour la fin de l'année avec, en particulier, des partenaires comme Emmaüs ou d'autres ateliers musicaux comme celui de la communauté thérapeutique d'Aubervilliers.

Ah, j'oubliais : « Juste pour aujourd'hui », c'est la phrase inscrite sur le porte-claf qui l'on vous remet lors de votre première réunion chez les Narcotiques anonymes. Des cousins germains en quelque sorte.

Philippe FERIN

POUR COMMANDER LE CD

On peut se rendre directement à STEP en soirée au 56, boulevard de La Chapelle (75018 Paris) ou en écrivant à Philippe Férin, EGO, 6 rue de Clignancourt, 75018 Paris.

CVS : ELECTION POUR UN PRESIDENT

L'élection du prochain président du Conseil de la vie sociale d'Ego a lieu les 16 et 17 décembre. Les usagers qui se portent candidats au poste ont fait campagne durant onze jours en novembre. Nous ferons connaître dans notre prochain numéro le nom du nouveau président.

échos.d'ego



RENÉ FAVRE UNE GRANDE FIGURE D'EGO ET DE LA GOUTTE D'OR VIENT DE DISPARAÎTRE.

Nous publions ici l'hom-
mage que lui a rendu Lia
Cavalcanti, directrice d'Ego,
ainsi que le portrait qu'en a dres-
sé Bernard Massera à l'occasion
de ses funérailles.

René habitait le quartier depuis
1972. Il l'aimait au point que, lorsque
sa santé ne lui permit plus de rester
à son domicile, c'est à la maison de

on fait tant de liens ! »

René était prêtre-ouvrier. Pour lui,
le service de l'Évangile, la suite de
son Dieu qui était le choix de sa vie,
était inséparable du service des
femmes et des hommes avec qui il
avait choisi de vivre et tout aussi in-
séparable de leurs luttes pour avoir
un peu plus de liberté, de dignité,
de solidarité.

René n'était pas un leader associa-
tif, syndical ou politique. Il était de
ceux qui ne font pas de bruit, mais
qui ont des convictions de justice et
de paix et qui travaillent quotidien-
nement à les concrétiser. Il était de
ceux sans qui rien de grand ne peut
s'écrire dans nos sociétés où brillent
ceux qui se croient les plus grands
mais qui ne peuvent rien sans des
hommes comme René !

retraite de son quar-
tier, rue de Laghouat,
qu'il choisit de se
re tirer conscient
qu'il « perdait un
peu de sa liberté en
trouvant un certain
règlement mais que
c'est le lot de tous
les travail-
leurs mo-
destes »
disait-il !
Et il rajou-
tait « mais
il y a aussi
les asso-
ciations
que j'aime
bien et
tous ces
gens que
je connais
et avec qui

En 1973, il embauche à l'hôpi-
tal Laënnec, comme « femme
de ménage » ! Il est aux côtés de
ceux et celles de sa condition, qui
luttent pour être reconnus dans ce
qu'ils sont c'est-à-dire « personnel
d'entretien » ... Il se syndique à la
CFDT car il fait l'expérience que
c'est ensemble qu'on peut se faire
respecter et gagner en dignité... Il
paie cher ces premières luttes : li-
cenciement, mauvaises notes à ses
stages, mais enfin il finit par devenir
aide-soignant et brancardier. Après
un accident de travail, on le met au
service de la « caisse » : personne ne
saura combien de petites gens, de
pauvres, lui doivent quelques oublis
de rappel ! Il continue fidèlement,
dans la discrétion et la simplicité
à être un de ces militants sur qui
tous peuvent compter : les grandes
grèves des hospitaliers pour n'être
« ni bonnes, ni nonnes, ni connes »
le trouvent plus que présent en
première ligne ... Attentif à tous,
il écoute, dénonce les injustices et
sait prendre des risques sans jamais
s'en glorifier. Et il s'émerveille de
ce que les salariés sont capables de
vivre et de faire !

Les institutions, qu'elles soient ec-
clésiales ou ouvrières, ne sont pour
lui que des outils pour mieux servir
la croissance des hommes et des
sociétés. Il se sent et se veut libre
quitte parfois à être en difficulté
avec ces institutions qui sont les
siennes, qu'il aime mais qui pour-
tant le font souffrir. L'essentiel pour
lui est sa fidélité aux personnes, au
dynamisme du mouvement ouvrier,
à ses copains et à l'Évangile de ce
Dieu dont il se sait profondément
aimé et avec qui il se sent en paix.
A la Goutte d'Or, son quartier, il
est tout aussi attentif à la vie des
femmes, des hommes, des enfants
qu'il rencontre... Il ne juge pas
des comportements : il sait voir
et analyser combien la société se-
crète d'injustices et d'exclusions :
il se fait l'ami de tous ceux qui se
trouvent rejetés, de tous ceux et

échos.d'ego



Lia Cavalcanti

” À NOËL LES CADEAUX SERONT DE LA PART DE RENÉ ”

celles qui galèrent pour survivre et qui sont trop souvent condamnées et pourchassées au lieu d'être accueillies comme des hommes et des femmes avec toute la dignité et le respect qui est dû à chacun... Un jour, un jeune meurt d'overdose dans le quartier : il s'indigne, se mobilise et avec quelques habitants et jeunes du quartier il est un des premiers à faire vivre l'association Espoir Goutte d'Or (EGO) ... Il sait l'importance de la jeunesse pour l'avenir de notre humanité : aussi c'est tout naturellement qu'il met ses talents de patineur au service de l'association des enfants de la Goutte d'Or !

Pendant ses congés payés, il se met au service d'une association qui organise des séjours en montagne : il initie au ski mais prend aussi du temps pour faire réfléchir et même prier... Arrivé à la retraite puis en maison de retraite, il continue jusqu'à la limite de ses forces, à aller à la rencontre de ses amis du quartier, de ceux qui fréquentent EGO, de celles et ceux qui galèrent dans nos rues. Il les connaît tous, leurs parle et poursuit son chemin... Il est le vieux monsieur à la barbe et à la canne qui dit bonjour à tout le monde ! C'est donc cet homme qui nous rassemble et que nous pouvons remercier en essayant de mettre nos pas dans les siens...

Bernard MASSERA

J' ai connu René une journée de l'été 1989 à la Goutte d'Or. Je me trouvais exactement au croisement des rues Myrha et Léon, comme « commissaire de course » d'un cross pour les enfants lors de la fête de la Goutte d'Or. René était à côté, souriant et affable. Comme toujours.

Nous avons échangé quelques mots et, déjà, intuitivement, j'ai su que cette rencontre serait le début d'une belle histoire de participation, de collaboration, de militantisme auprès d'Ego.

René, qui était toujours disponible pour s'engager auprès des plus vulnérables, a immédiatement répondu positivement dès que je lui ai proposé de se joindre à nos réunions hebdomadaires.

Dans ces premiers moments d'organisation d'Ego, nous étions fragiles, nous manquions de bras, de têtes et de coeurs.

Mais nous étions tous habités par la certitude de la justesse de notre engagement. René s'est immédiatement joint à notre collectif. Ponctuellement au début, puis de façon quotidienne par la suite, il passait ses après-midi au Centre d'accueil de la rue Saint-Luc. Quand le besoin l'imposait, quand le personnel manquait, il venait assurer des permanences à Step en soirée, au boulevard de La Chapelle.

Toujours présent et généreux, René est devenu indispensable.

Très vite, il devient membre de notre Conseil d'administration où il s'est investi pendant de très longues années.

Alter-Ego était une de ses passions et il se chargeait de sa distribution dans les pharmacies et les commerces du quartier. Dans les moments de tension et de grandes difficultés il savait nous apaiser et son optimisme nous rassurait, nous confortait. Maintes fois René a accompagné des usagers dans les hôpitaux, les tribunaux, dans les visites aux familles ou pour d'autres moments importants de leurs vies. Maintenant que René est définitivement parti, quelque chose de son empreinte nous est resté.

Comme preuve, les courriers qui nous arrivent de toutes parts envoyés par des personnes, des membres de sa famille et des associations qu'il côtoyait et auxquels il a subtilement indiqué : « pas de fleur à mon enterrement mais des dons pour Ego et ses usagers ».

Les offrandes seront transformées en cadeaux de Noël et distribuées le 24 décembre. Avec une carte indiquant, tout simplement, « de la part de René ».

Lia CAVALCANTI
Directrice d'Ego

échos.d'ego



**SALLE DE
CONSOMMATION**

UNE OUVERTURE VRAIMENT RATÉE



EN ESTIMANT QUE LA SALLE DE CONSOMMATION DE DROGUES À MOINDRE RISQUE N'ÉTAIT « PAS CONFORME À LA LOI DE 1970 SUR LES STUPÉFIANTS », LE CONSEIL D'ETAT A STOPPÉ NET LE PROJET D'OUVERTURE D'UNE SALLE À PARIS PRÉVUE CES JOURS-CI.

Après des années de discussions, d'expertises et de rapports commandés, après des années de recul sur les expériences menées dans de nombreux pays voisins, voici qu'enfin la France s'apprêtait à ouvrir une salle de consommation de drogues à moindre risque. Notre pays décidait, enfin, de s'engager sur le chemin emprunté par plusieurs pays démocratiques : la Suisse dès les années 80 suivie, dans les années 90 par l'Espagne, le Canada, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Norvège, le Danemark, l'Australie... Aujourd'hui l'Angleterre, la Belgique, l'Autriche réfléchissent à la possibilité de s'engager dans cette voie.

La France n'est donc pas pionnière dans ce domaine. Elle ne fait là que rattraper son retard en matière de politique de réduction des risques. Son engagement reste cependant encore bien timide et précautionneux en comparaison avec ce qui se fait dans les autres pays : chez nous, une seule salle est prévue pour l'heure, à Paris, à titre expérimental et, réservée exclusivement aux injecteurs. Et patatras ! Voilà que le gouvernement, qui avait donné son feu vert pour l'ouverture de cette salle, a jugé utile de consulter le Conseil d'Etat pour avis, quelques semaines avant l'ouverture pro-

grammée pour novembre 2013. Et le Conseil d'Etat a rendu un avis négatif en s'appuyant sur la loi du 31 décembre 1970 qui interdit l'usage des stupéfiants. On reste confondu devant une telle décision.

Les associations de réduction des risques ne décollèrent pas. Et s'inquiètent quant à l'avenir du projet. Pour l'association Technoplus on assiste à « une fermeture de la salle avant même son ouverture. Un comble, quand le premier ministre validait deux semaines auparavant, un plan gouvernemental qui prévoyait l'ouverture de salles de consommation dans 4 villes entre 2013 et 2017 ! ».

UNE LECTURE STRICTE DE LA LOI DE 70

Dès le 10 octobre, le Réseau français de Réduction des risques demandait : « Que cette expérimentation n'ait pas été mieux bordée par le gouvernement nous interroge et nous met en colère. Le Conseil d'Etat a certes adopté une lecture stricte de la loi de 70 (en occultant la loi de 2004 définissant la réduction des risques), mais ne fallait-il pas s'y attendre ? » Et ajoutait : « La réduction des risques a toujours été aux limites de la loi de 70 (...) Le problème de fond est que nous travaillons avec des outils datant de quarante ans. La loi de 70 a été créée quand il n'y avait pas de consommation de drogues de masse, de scènes ouvertes, de dommages tels que le VIH et l'hépatite C ou encore la grande précarité dans les centres villes ». Pour le Réseau, il est temps de réfléchir à une politique et une loi plus adaptée. La Fédération Addiction commente ainsi

actua.lités

la décision du Conseil d'Etat : « Plus de quarante ans plus tard, au nom d'une loi dépassée, il nous empêche de développer des outils nouveaux, largement expérimentés et évalués dans d'autres pays européens. (...) On pourrait en rire, on risque d'en pleurer » Et conclut : « Le Conseil d'Etat invite le gouvernement à inscrire ce dispositif dans une loi, nous y sommes prêts mais sauta t-il relever ce défi ? ».

TRouver RAPIDEMENT DES MOYENS JURIDIQUES

Médecins du Monde et Gaïa qui devaient gérer la salle ont demandé au gouvernement « de trouver rapidement les moyens juridiques pour permettre l'ouverture du programme expérimental des salles de consommation à moindre risque en France. « Le gouvernement s'est pris les pieds dans le tapis avec cette demande au Conseil d'Etat » dit Elisabeth Avril directrice de Gaïa (voir encadré). On entend chez elle amertume et déception. Il faut dire que le personnel était recruté, que les responsables de l'association avaient à plusieurs reprises rencontré les riverains, le Maire et les élus, la police du 10ème arrondissement où doit s'implanter la salle. Des élus de leurs côtés ont réagi. Comme Alain Lhostis Conseiller de Paris et élu du 10ème (communiste) qui déclara-

rait dans un communiqué dès le 10 octobre : « Je m'étonne (...) que le Conseil d'Etat ait été saisi si tardivement. Dès 2004, alors adjoint au Maire de Paris en charge de la Santé, je m'étais déclaré, en séance publique du Conseil de Paris, favorable à l'ouverture d'une telle salle. Le Maire de Paris, et surtout le maire du 10ème Rémi Féraud, s'étaient engagés résolument, multipliant les réunions de concertation, afin qu'elle puisse ouvrir dès novembre de cette année. Ma déception, et sans doute la leur, est à la hauteur de cette implication ». Et Alain Lhostis demande qu'un texte de loi soit soumis « dans les meilleurs délais au Parlement ». Les députés socialistes quant à eux, à l'initiative de Catherine Lemorton, ont décidé de lancer une évaluation des politiques publiques de lutte contre les stupéfiants. Car pour Catherine Lemorton « on a la loi la plus répressive d'Europe qui abouti à un échec évident, pathologique pour la société ». Pour l'heure les opposants à la politique de réduction des risques jubilent... et les acteurs de la réduction des risques enragent de ne pouvoir accompagner les usagers de drogues les plus vulnérables.

Mireille RIOU

« C'EST UN SIGNE DE MÉPRIS POUR TOUT CE QUE NOUS AVONS FAIT DEPUIS DES MOIS »

Elisabeth Avril, directrice de l'association Gaïa-Paris, est amère. « C'est un signe de mépris pour tout ce que nous avons fait depuis des mois. On nous a même laissé embaucher le personnel. J'avais bien senti, à la fin du mois d'août, que cela s'engageait mal. Mais je pensais que nous pourrions au moins ouvrir et commencer à faire fonctionner la salle, mettre en quelque sorte un coin dans la brèche. Mais là on n'a même pas pu. Impossible de faire la preuve de l'utilité de la salle et de faire reculer les préju-



Elisabeth Avril
Directrice de l'association Gaïa-Paris

gés et les fantasmes. Pour nous, pour tous ceux qui s'investissent depuis des mois et des mois sur ce projet c'est un coup terrible !

Nous avons multiplié les rencontres avec les riverains, les commerçants du quartier, avec la municipalité du Xe, la justice, la police. À chaque fois nous avons rappelé le cadre légal de notre intervention qui s'inscrit dans la politique de réduction des risques*.

Aujourd'hui on nous dit que le décret prévu pour permettre l'ouverture de la salle de consommation contrevenait à la loi de 1970 qui interdit la consommation des stupéfiants. Il semblerait que le gouvernement se soit pris les pieds dans le tapis. Maintenant nous ne savons pas quand la salle pourra ouvrir. Il est question de faire voter un texte de loi par le Parlement qui pourrait « border » juridiquement ce dispositif nouveau tout en précisant qu'il s'agit là d'une expérimentation. Mais nous ne savons pas quand ce texte sera soumis aux parlementaires. Nous savons en revanche qu'il n'est nullement question de revenir sur la loi de 1970. »

*Inscrite dans le Code de santé publique

entre.tien

Pr. Elisabeth
BOUVETPrésidente du COREVIH
Ile-de-France/Nord

"Avec ces tests nous avons dû briser notre train-train"

POURQUOI AVOIR DÉCIDÉ UNE SEMAINE DE DÉPISTAGE « FLASH » EN SEPTEMBRE DERNIER ?

Pr E. Bouvet : A la suite de l'expérience réalisée l'an dernier par l'association Sidaction, qui avait organisé une semaine de sensibilisation au dépistage rapide auprès de la population homosexuelle, le ministère de la Santé a demandé aux Agences régionales de santé de renouveler cette opération sur un public plus large sur une semaine. Les 5 COREVIH d'Ile-de-France ont été mobilisés dont le nôtre. Nous nous sommes naturellement inscrits dans cette démarche. D'autres acteurs ont participé à cette opération « Flash Test Vih » comme les associations de patients, les Centres de dépistage anonyme et gratuit (CDAG), les équipes soignantes des services des maladies

infectieuses des hôpitaux. La nôtre s'est mobilisée pour ce test réalisé dans un café de la Porte Montmartre avec d'autres partenaires.

VERS QUEL PUBLIC PLUS PARTICULIÈREMENT VOUS ÊTES VOUS TOURNÉS DURANT CETTE OPÉRATION ?

Pr E.B. : Sur la population migrante et plus particulièrement vers les foyers où elle loge. Nous avons d'ailleurs travaillé avec des associations qui ont une expérience de travail et d'actions dans les foyers de travailleurs migrants comme Uraka, Ikambéré...

COMMENT APPRÉCIEZ-VOUS CES NOUVEAUX TESTS RAPIDES ET DE DIAGNOSTIC ? EST-CE QUE CELA CHANGE QUELQUE CHOSE ?

Pr E.B. : Cela a d'abord bousculé nos habitudes, notre rituel qui était un peu immuable : recevoir les personnes, faire le test, attendre un certain temps puis accueillir la personne séropositive, lui faire l'annonce avant de l'orienter vers un psychologue et vers le médecin qui le prendra en charge... Il a fallu se reposer des questions, les équipes ont dû réfléchir à nouveau sur leur façon de travailler. Nous avons sans doute dû briser un train-train. Nous observons que les patients sont demandeurs de TROD. Mais comme les résultats sont rapides il faut que ceux qui les réalisent soient prêts à assumer le fait de donner un résultat positif et à assurer la prise en charge. Cela signifie qu'il faut avoir bâti un réseau avec les équipes médicales et sociales pour offrir rapidement la réponse à la personne concernée. Cela oblige à être plus réactif et plus organisé. Ce qui est sûr c'est qu'en étant plus audacieux dans le dépistage, et les Trod nous le permettent, nous

pouvons faire reculer les contaminations ignorées et contribuer ainsi, par une mise sous traitement rapide, à enrayer l'épidémie. C'est en tout cas notre objectif. J'ajoute que l'idéal c'est de pouvoir pratiquer tout à la fois le dépistage au VIH et celui au VHC.

Recueillis par Mireille Riou

MISSIONS DES COREVIH

Du 23 au 29 septembre dernier une semaine de dépistage au VIH/sida par tests rapides a été organisée par les COREVIH sur proposition des Agences régionales de Santé.

Les 28 COREVIH (Comité de coordination régionale de lutte contre le VIH) ont été créés par le décret du 15/11/2005.

Ils ont pour mission de : favoriser la coordination des professionnels du monde médical, de participer à l'amélioration continue de la qualité et de la sécurité de la prise en charge des patients et de procéder à l'analyse des données médico-épidémiologiques. Chaque COREVIH est dirigé par un comité composé de 4 collègues qui regroupent des représentants des établissements de santé, sociaux et médico-sociaux, des professionnels de santé et de l'action sociale, des représentants des malades et des usagers du système de santé, des personnalités qualifiées.

EGO EN PLEIN DANS LA SEMAINE DU FLASH TEST

EGO, HABILITÉ PAR L'ARS À RÉALISER DES DÉPISTAGES PAR TESTS RAPIDES (TROD) A PARTICIPÉ À LA SEMAINE FLASH TEST EN SEPTEMBRE DERNIER. À CETTE OCCASION, LE CENTRE D'ACCUEIL, LE CENTRE DE SOINS (CSAPA) ET STEP ONT ÉTÉ DÉCORÉS EN BLEU, UTILISANT LA SIGNALÉTIQUE DE CETTE OPÉRATION.

Dans un contexte toujours actuel de contaminations par le VIH (7000 découvertes de séropositivité en France chaque année), cet événement, piloté par les agences régionales de santé (ARS) et mis en œuvre par les Comités de coordination régionale de lutte contre le VIH (Corevih), a mobilisé tout un ensemble d'acteurs de terrains : associations, professionnels de santé, institutionnels... L'enjeu du dépistage VIH en Ile-de-France est majeur puisque la région recense 50% des cas de séropositivité en France. À cette occasion 110 sites proches des lieux de vie des populations les plus exposées aux risques de transmission du VIH ont accueilli le dispositif. Le TROD (Test Rapide d'Orientation Diagnostique) est un procédé de dépistage rapide (résultat obtenu en une minute), fiable, anonyme et très simple à réaliser (quelques gouttes de sang sont prélevées au bout du doigt). Il permet également de promouvoir la santé en créant une occasion propice à la transmission d'informations et de messages de prévention.



Si l'utilisation de préservatifs et du matériel stérile à usage unique pour les usagers de drogue restent les seuls moyens efficaces pour éviter les contaminations, il est essentiel de dépister très largement les populations conservant des pratiques à risque afin de provoquer une entrée précoce dans le suivi et le contrôle de la maladie.


UN PERSONNE DISPONIBLE ET FORMÉ

A EGO, durant toute cette semaine et sur les différents sites de l'association, un emplacement était réservé et du personnel formé était disponible pour répondre à toute demande de dépistage VIH. La distribution en parallèle de différents outils de communication et de prévention : T-shirts, flyers, préservatifs masculins et féminins et lubrifiants estampillés « FLASHTEST VIH », ont permis de créer une accroche et d'amener 72 personnes vers l'action de dépistage. Un médecin du CSAPA a également rejoint le temps d'une matinée, l'équipe du CDAG de l'hôpital Bichat, qui s'était installé pour une session de dépistage dans une brasserie de la porte Montmartre. Il y a réalisé 15 autres dépistages. Cette

semaine à thème, en relais d'une action de grande envergure au niveau national, a donc été accueillie avec succès. Depuis deux ans maintenant, EGO fait partie des 10 structures habilitées par l'ARS pour proposer et réaliser au quotidien des dépistages par TROD ce qui permet aux usagers d'avoir un accès facilité au dépistage. Les découvertes de cas de séropositivité au VIH à EGO sont très rares (aucun cas depuis le début de l'année 2013), ce qui confirme l'efficacité des politiques de réduction des risques menées auprès de usagers de drogues en matière de lutte contre le VIH. L'utilisation de TROD complémentaires et plus particulièrement ceux qui détectent les contaminations par l'hépatite C sont indispensables puisque sa prévalence est de 40 % chez les usagers de drogues. Les équipes d'EGO, fortes d'une réelle cohésion et une bonne articulation entre le CAARUD et le CSAPA investissent au quotidien cet axe de travail qui permet à des usagers en situation de grande précarité d'accéder aux soins par le biais d'un dépistage rapide.

Audrey-Anne BOUSTANY

Malades du sida : les nouveaux pénitents de l'Europe



Alors que j'étais à Act Up, en 1997, et que nous cherchions un slogan pour la journée mondiale du 1er décembre, un ami a trouvé soudainement. J'ai vu l'éclair d'illumination dans son œil : « Par le sang, par le sperme, par la loi ». Aujourd'hui il faudrait sans doute ajouter « Par la crise ». La crise fait des dégâts sanitaires dont on n'a pas fini de mesurer l'ampleur.

En Grèce, à la suite de la crise économique, le taux de chômage est passé de 7,2 % en 2008 à 22,6 % au début de 2012. Dans le même temps les dépenses de l'Etat ont été fortement réduites et le budget du ministère de la santé a baissé de 23,7 % de 2009 à 2011⁽¹⁾.

En 2011, selon le Centre hellénique pour le contrôle des maladies infectieuses, le nombre d'infections par le virus du sida avait augmenté de 57 % par rapport à 2010, il était passé de 607 à 954. Le taux de contaminations était particulièrement élevé parmi les consommateurs de drogues qui utilisent des seringues, en 2011 il était quinze fois supérieur à celui de 2010⁽²⁾. Ce chiffre n'est malheureusement pas très étonnant : alors que l'Organisation mondiale de la santé recommande la distribution de 200 seringues propres par usager et par an pour limiter les infections par le VIH, en 2011 la Grèce n'en avait distribué que trois. Et les usagers de drogues ne sont pas les seuls touchés. On a vu resurgir par exemple des cas de transmission du virus de la mère à l'enfant⁽³⁾. En 2009 le système de santé grec était considéré comme encore "relativement efficace", selon un rapport de l'OCDE. Mais il s'est révélé incapable de résister à l'aggravation de la crise.

Pour y résister il n'aurait pas suffi d'ailleurs de maintenir le niveau des programmes existants, il aurait fallu faire face à tous les effets « secondaires » des mesures d'austérité imposées au pays : au même moment le nombre des suicides et des meurtres a explosé, la fréquence des troubles mentaux ou des abus de drogues s'est envolée⁽⁴⁾.

La crise agit comme une sorte de pince à trois, quatre, cinq, six doigts, rien ne va. Premier doigt de la pince, le désespoir allant croissant, de plus

en plus de gens consomment des drogues : « En 2010, le nombre d'utilisateurs d'héroïne [en Grèce] aurait augmenté de près de 20 %, passant de 20 200 à 24 100 personnes », estimait alors le Centre grec pour l'étude et la surveillance des drogues. Deuxième pince, il faut bien vivre et de plus en plus de gens se prostituent. Surtout sans préservatifs, car on peut gagner plus. Les épidémies de maladies sexuellement transmissibles ne s'en portent que mieux. Troisième effet, le cynisme du marché des drogues perd toute limite.

MÉTHADONE CONTREFAITE

Tout est bon pour faire de l'argent et les produits qui circulent sont de plus en plus pourris. En avril dernier les coordonnateurs drogues de l'Union européenne réunis à Dublin (des homologues de la présidente de la MILDT) signalaient dans les pays en crise une augmentation des décès liés à la méthadone, et la circulation plus importante de méthadone contrefaite. Ils notaient aussi la circulation d'une héroïne de très mauvaise qualité⁽⁵⁾. En Grèce on a beaucoup parlé de la sisa (le mot se prononce « chicha »), une drogue tantôt fumée, tantôt sniffée ou injectée qui y fait des ravages, moins à cause de la métamphétamine qui en est à la base que du fait des substances qui la coupent, acide de batterie, sel, huile moteur ou shampoing. « Les gens achètent cette "merde" à cause de son prix : deux euros la dose » disent ses consommateurs⁽⁶⁾. Les dégâts sont importants. Et quant aux réponses à ces désastres, tout s'effondre du côté des pouvoirs publics, les budgets comme les principes. Les programmes de prévention disparaissent peu à peu : il n'y a plus de seringues à distribuer, on compte les préservatifs, les associations qui suppléent aux carences des dispositifs publics manquent elles-mêmes de ressources. Les programmes de soin eux aussi font défaut : les coordonnateurs drogues de l'Union Européenne, toujours les mêmes, notaient au printemps dernier « un allongement des délais pour entrer dans les parcours de soin » dans divers pays, « ainsi que des difficultés au niveau local pour faire face aux demandes de soins ou de traitement ». Enfin, et pire peut-être, les réflexes racistes prennent le dessus. Faute d'imagination, ou par le jeu de vilains réflexes électoralistes, on exclut du système de soin les étrangers. En Grèce, les migrants sans papiers n'ont plus accès qu'aux traitements d'urgence, mais le système de santé n'arrivant plus à faire face il est souvent impossible d'y accéder. En Espagne, le gouvernement a exclu l'an dernier les migrants sans papiers adultes du système de soins public, y compris atteints de maladies chroniques ou gravement malades. 873 000 personnes ont ainsi perdu leur carte de Sécurité sociale, nombre d'immigrés sans travail renoncent aux soins et les ONG s'alarment d'une mesure « synonyme de condamnation à mort pour beaucoup »⁽⁷⁾. Au Portugal, la complexité des nouvelles réglementations, qui conditionnent le montant des paiements de soins aux déclarations de ressources des assurés, a réduit l'accès aux soins des plus précaires et en premier lieu des sans-abris. En France on est moins durement touché par la crise, mais les étrangers sans papiers sont de moins en moins bien traités. S'ils ont en principe accès à l'Aide Médicale d'Etat (AME), dans les faits la course d'obstacles est sans cesse plus difficile pour y accéder.

La crise touche tous et toutes, ou presque. La plupart des Etats européens

ayant augmenté la part « restant à charge pour les patients » pour tenter de rééquilibrer les finances de leurs systèmes de santé, chacun ou presque en ressent les effets depuis quelques années. Mais pour certains la question n'est même plus de voir sa protection se réduire, ce sont des filets de sécurité entiers qui disparaissent. Déjà précaires avant que les équilibres ne se fissurent, les migrants sans papiers, les sans-abri, les usagers de drogues, les travailleur(se)s du sexe, les ressortissants européens démunis -comme les Roms- sont aujourd'hui en vrai danger.

FILETS DE SÉCURITÉ DISPARUS

En creux ces chiffres devraient par ailleurs nous alarmer. Ils disent l'efficacité de programmes que beaucoup voudraient aujourd'hui pouvoir oublier, ou aiment à discréditer. Comme si le sida était jugulé ou avait disparu. Comme si les résultats de la réduction des risques pouvaient être discutés. Oui, si on lève le pied, le sida reprendra de plus belle, les overdoses aussi, et les hépatites progresseront plus encore. Oui, les programmes de réduction des risques sont indispensables. Ils doivent non seulement être maintenus, mais savoir rester en phase avec les consommations et les problèmes qu'elles posent : c'est tout l'enjeu des salles de consommation à moindre risque. Oui il faut réinterroger le statut des drogues dans nos sociétés ne serait-ce que pour les sortir des réseaux mafieux, et pour pouvoir contrôler leur qualité. Oui le droit à la santé et à l'égalité de traitement sont des droits élémentaires, et les étrangers doivent être intégrés pleinement dans le système de soin. Certes la crise impose des rééquilibrages. Mais l'intervention publique doit garder un haut niveau d'exigence, et rester fidèle à ses principes de solidarité et d'égalité. Parce qu'on transige avec ces principes, des gens meurent aujourd'hui en Espagne, en Grèce, au Portugal, un peu partout sur la planète, de maladies dont on ne devrait pas ou infiniment moins mourir au XXIème siècle. Sans eux beaucoup d'entre nous seraient déjà morts depuis longtemps.

Aude LALANDE

(1) LE MONDE, 19.04.2013.

(2) LE MONDE 10.07.2012.

(3) WWW.SERONET.INFO/ARTICLE/GRECE-LA-SANTE-EN-PLEINE-CRISE-47738.

(4) SELON UNE ÉTUDE AMÉRICANO-GRECQUE, PUBLIÉE JEUDI 18 AVRIL 2013 (IN : LE MONDE 19.04.2013).

(5) FLASH INFO MILDT, 18 AVRIL 2013.

(6) COURRIER INTERNATIONAL, 17 JUIN 2013.

(7) MÉDIAPART 26 SEPTEMBRE 2013.



colloque

LES ANGLES MORTS DE LA SOLIDARITÉ

PPLUS DE 500 PERSONNES ONT RÉPONDU, LE 2 OCTOBRE DERNIER, À L'INVITATION DE L'ASSOCIATION AURORE POUR DÉBATTRE DE LA SUR-EXCLUSION. TRAVAILLEURS SOCIAUX, ÉLUS, CHERCHEURS, ONT ÉCHANGÉ CONSTATS ET RÉFLEXIONS. ILS ONT MIS EN EVIDENCE L'URGENCE DE DÉCLOISONNER LES DISPOSITIFS DE LUTTE CONTRE L'EXCLUSION ET DE DONNER AUX ASSOCIATIONS LES MOYENS D'INNOVER ET D'ADAPTER LEURS ACTIONS À LA DIVERSITÉ DES BESOINS D'UN PUBLIC PARTICULIÈREMENT VULNÉRABLE.

Pour Eric Pliez, directeur général d'Aurore qui ouvrait ce colloque, cette rencontre avait pour objectif de « mettre la lumière sur une population invisible qui passe au travers des mailles du système social, et proposer des pistes pour des solutions innovantes ». Après le salut aux participants de cette journée d'Olga Trostiansky, adjointe au Maire de Paris chargée de la solidarité, de la famille et de la lutte contre les exclusions, Louis Gallois, président de la FNARS (Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale), ouvrait la séance plénière. Et ne mâchait pas ses mots : « À ceux qui nous parlent de la fraude sociale, il faut rappeler qu'il y a aujourd'hui 7 milliards d'euros de non recours aux aides auxquelles les plus vulnérables pourraient prétendre. Cela concerne tout à la fois le RSA, en particulier le RSA-activité, mais aussi la CMU. Faut-il rappeler également que la moitié des chômeurs n'est pas indemnisée, que 80 % des demandeurs d'asile sont déboutés et qu'on enregistre de plus en plus de refus de soins pour les bénéficiaires de la CMU ou de l'aide médicale d'Etat ? ». C'est encore au nom de la FNARS que Louis Gallois dénonçait la stigmatisation des Roms : « il est incroyable que l'on stigmatise une communauté humaine pour ce qu'elle est et non pour ce qu'elle fait ». Puis il pointait quelques raisons qui peuvent expliquer ce non recours aux droits pour les populations les plus vulnérables. Le cloisonnement des dispositifs et

" A ceux qui nous parlent de la fraude sociale, il faut rappeler qu'il y a aujourd'hui 7 milliards d'euros de non recours aux aides auxquelles les plus vulnérables pourraient prétendre. "

Louis Gallois
 Président
 de la Fnars



leurs financements ciblés constituent un obstacle majeur (logement, emploi, santé...). Or les personnes ont souvent tous ces problèmes à la fois et doivent pourtant rentrer dans chaque case. Car les critères pour prétendre à tel ou tel dispositif varie selon qu'il s'agit de la santé, de l'hébergement, du logement, de l'insertion... De plus, il appartient aux personnes de faire les demandes alors qu'elles ont peur d'être cataloguées comme des pauvres qui ont besoin d'aide, voire qui « profitent » du système. N'a-t-on pas ces derniers temps dénoncé « l'assistanat » là où se joue simplement la solidarité nationale ? Et puis il y a celles qui se découragent de trouver enfin une réponse à leurs besoins. C'est tout cela conjugué qui fait les 7 milliards d'euros dévolus à la lutte contre l'exclusion et non utilisés, dont parle le président de la FNARS. Alors, comment faire bouger les choses ?

La première demande des associations est de rompre avec le cloisonnement des dispositifs. Et de permettre aux associations, de les encourager par des financements s'inscrivant dans cette nouvelle vision, à travailler à l'accompagnement de la personne en prenant en compte la globalité de ses besoins. C'est aussi inverser la démarche, c'est-à-dire ne pas attendre que les publics les plus exclus viennent vers les structures mais que celles-ci aillent vers ces publics.

Le président de la FNARS ne cachait pas une « vive préoccupation vis-à-vis des financements publics » et invitait les travailleurs sociaux à « aller vers les publics invisibles et à maintenir la pression sur les pouvoirs publics ».

QUAND ON EST EXCLU VOULOIR CE N'EST PAS POUVOIR

Avant que les participants au colloque se répartissent dans les quatre ateliers organisés pour travailler de manière concrète à des propositions, la séance plénière se poursuivait avec l'intervention de Michel Pouzol, qui a vécu dans l'exclusion pendant une période de sa vie et qui est aujourd'hui député de l'Essonne. Pour lui il faut éradiquer le fameux : « si tu veux, tu peux ! ». En effet : « Je ne connais personne qui se dit « c'est super, je vais toucher le RMI ». Pour lui, on ne sort pas de la précarité et l'exclusion sociale seul. La solution miracle cela n'existe pas. « Si une assistante sociale ne m'avait pas ouvert la porte, n'avait pas pris le temps de m'écouter, de comprendre l'ensemble des problèmes auxquels j'étais confronté, on n'aurait pas pu trouver un parcours de vie ».

Il revenait ensuite aux invités à cette séance plénière d'échanger sur la notion de « sur-exclusion ». Pour Albert Ogien, sociologue « Quand les marges de l'exclusion se gonflent, on en vient à opérer une sélection des clients (méritants, non-méritants), à redéfinir des normes, des classements. ». Pour lui, parler de sur-exclusion c'est « aller vite en besogne ».

Il estime que la première cause d'une sur-exclusion, s'il y a, a pour origine « un système économique et financier. Vous devez réfléchir à ce système, sinon votre travail c'est un tonneau des danaïdes ».

Saül Karz, philosophe, considère « qu'aucun dispositif n'est ouvert à tous. Il faut toujours réunir des conditions. Pourquoi y a-t-il des angles morts ? Parce qu'il y a des réticences et des incompréhensions des gens eux-mêmes. Il est très difficile de comprendre le système. » Il constate « qu'il n'y a pas d'institutions qui n'ait pas vingt ans de retard. Des professionnels très compétents travaillent sur une réalité... qui n'existe plus ».

Nicolas Duvoux, sociologue rappelait que le système de protection sociale dans notre pays a été bâti en faveur des travailleurs et leurs familles à un moment où la société s'appuyait sur un salariat stable. « Depuis les années 70, le chômage de masse, la précarisation, les familles se sont transformés. Dans le même temps on a apporté des restrictions aux protections universelles et mis en place des dispositifs d'assistance. Ce sont des choix politiques qui produisent de la suspicion, des réactions négatives et de la sur-exclusion ».

Isabelle Nony, également sociologue, intervenait sur la question du logement en posant cette question : « Faut-il avoir un logement pour sortir de l'exclusion ou faut-il sortir de l'exclusion pour être digne d'avoir un logement ? » Les travailleurs sociaux savent bien que c'est encore cette deuxième vision qui est privilégiée. Aujourd'hui on parle d'accès au logement et non plus de droit au logement. Ainsi les personnes exigibles au Dalo* donc qui peuvent prétendre à un logement voient leur demandes refusées si elles n'ont pas... un accompagnement social ! Quant à François Hervé, directeur de pôle à Aurore, il a rappelé que l'exclusion est le résultat d'un mécanisme. « On a d'abord été exclu avant d'être un exclu ». De ce point de vue, il mettait en exergue la situation emblématique des usagers de drogues vivant à la rue, marginalisés et particulièrement vulnérables. En clôture de cette journée, Pierre Coppey, président d'Aurore, revendiquait « des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens qui donnent une réelle autonomie de gestion et une réelle visibilité sur les moyens dont nous disposons. Nous demandons la fongibilité de nos enveloppes et nous estimons que nous méritons la confiance de nos financeurs qui devraient leur permettre de nous contrôler a posteriori sur nos réalisations et non a priori sur nos moyens »

Mireille RIOU

*Loi Dalo : Loi Droit au logement opposable, votée en 2007. Elle oblige les préfets à reloger en urgence les gens jugés recevables de ce droit. Dans les faits elle a du mal à être appliquée.

PASSAGERS ANONYMES

Exposition Photo
à STEP

56 bd de La Chapelle 75018 Paris

& à l'accueil d'EGO

13 rue St Luc

du lundi au vendredi

de 17h à 22h à STEP

et de 13h à 17h45 à l'accueil
d'EGO

EXPO OUVERTE
JUSQU'AU 31.12.2013